HAL
open science

Ethnologie et médias : une rencontre difficile. Une expérience liée à la Nouvelle-Calédonie

Isabelle Leblic

To cite this version:

Isabelle Leblic. Ethnologie et médias : une rencontre difficile. Une expérience liée à la Nouvelle-Calédonie. Journée de l'AFA (Association française des anthropologues) Anthropologie et médias à l'IRESCO, Jun 1999, Paris, France. hal-00201040

HAL Id: hal-00201040

https://hal.science/hal-00201040v1

Submitted on 2 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ETHNOLOGIE ET MÉDIAS : UNE RENCONTRE DIFFICILE
UNE EXPÉRIENCE LIÉE À LA NOUVELLE-CALÉDONIE

ISABELLE LEBLIC
(CNRS - LACITO)
(Paris, juin-novembre1999)

Parler de la question de la rencontre de l'ethnologie et des médias oblige, dans certains contextes, à parler également de celle de notre discipline avec la politique. Je dirais même que de ne parler que de l'ethnologie et des médias est une façon de se voiler la face pour ne pas prendre en compte le fait que ce rapport est quasiment toujours politique. Ainsi en est-il de ma propre expérience de recherche en Nouvelle-Calédonie[1]. Faire de l'ethnologie en situation coloniale implique forcément une prise de position quant à la situation politique, sociale et économique des gens que l'on étudie.

Michel Leiris ne disait-il pas :

> « […] *travaillant en pays colonisés, nous ethnographes qui sommes non seulement des métropolitains mais des mandataires de la métropole puisque c'est de l'État que nous tenons nos missions, nous sommes fondés moins que quiconque à nous laver les mains de la politique poursuivie par l'État et par ses représentants à l'égard de ces sociétés choisies par nous comme champ d'étude et auxquelles* […] *nous n'avons pas manqué de témoigner, quand nous les avons abordées, cette sympathie et cette ouverture d'esprit que l'expérience montre indispensables à la bonne marche des recherches* » (LEIRIS, 1972, p. 86, éd. originale 1950).

Il insistait également sur le devoir des ethnologues de défendre les sociétés sur lesquelles ils "travaillent" (LEIRIS, 1972, p. 87, éd. originale 1950).

Ainsi, lorsque certains événements plus ou moins dramatiques se produisent sur ce que l'on a coutume d'appeler "notre terrain", le chercheur – qui est aussi une personne ayant un investissement politique dans son pays – se trouve obligé de prendre position, de réagir, et cela se

[1] Comme il en a été aussi en Bretagne ou ailleurs quant à mes autres expériences de terrain et comme il en est sans doute pour la plupart des ethnologues, quel que soit le lieu où ils enquêtent !

produit souvent par l'intermédiaire des médias. Mais la rencontre avec les médias n'est pas toujours simple. Je vais dire quelques mots de la mienne. Avant cela, revenons rapidement sur la chronologie de lutte indépendantiste et celle de mes recherches.

LE CONTEXTE COLONIAL ET QUELQUES ÉVÉNEMENTS LIÉS À LA REVENDICATION D'INDÉPENDANCE KANAK

C'est en septembre 1774 que James Cook arriva en Nouvelle-Calédonie, ce qui marque ce que l'on a coutume d'appeler la "Découverte" de cet archipel. Mais la prise de possession de ce territoire par la France n'interviendra que le 24 septembre 1853. La création de Port-de-France, qui deviendra Nouméa, date de 1854. La colonisation s'installe peu à peu, avec notamment en 1863 la création du bagne de Nouméa, en 1867 la reconnaissance de la tribu kanak et en 1868 l'adoption du principe de la réserve indigène. Dès lors commença l'enfermement des Kanak dans des périmètres fonciers de plus en plus exigus. Les années 1878-1879 furent marquées par la première grande révolte kanak menée par Ataï. Puis, en 1917, ce fut la deuxième grande révolte avec Noël. Toutes deux furent violemment réprimées et le prétexte à de nouvelles spoliations foncières.

Jusqu'en 1946, les Kanak sont soumis au régime de l'Indigénat qui laisse place à cette date au statut de TOM (territoire d'outre-mer). Ce n'est qu'après cette date que les Kanak ont pu avoir accès à la citoyenneté, au droit de vote (suffrage universel en 1957), puis à l'école publique : le premier bachelier kanak date de 1962 !

1975 est marqué par la première apparition – encore minoritaire – de la revendication d'indépendance kanak. Puis, en 1977, l'Union calédonienne (UC), dont la devise avait été à sa création au début des années cinquante "Deux couleurs, un seul peuple", se rallie à ce mot d'ordre et 1978 voit la création du Front indépendantiste (FI) qui rassemble l'ensemble des groupes de pression kanak. Celui-ci est remplacé en septembre 1984 par le FLNKS (Front de libération national kanak et socialiste).

18 novembre 1984 : le FLNKS boycotte les élections territoriales – ils ne veulent plus d'un énième statut et réclament l'IKS – ; les militants kanak barrent les routes ; Éloi Machoro brise l'urne à coup de hache, photo qui a fait le tour de tous les journaux…

Avant de parler de ma pratique de la recherche ethnologique en Nouvelle-Calédonie et de mes expériences avec la presse, il me paraît utile de dire quelques mots sur la presse en Nouvelle-Calédonie.

LA PRESSE EN NOUVELLE-CALÉDONIE : UN OUTIL DE DÉSINFORMATION AU SERVICE DE LA DROITE ET DU COLONIALISME

La presse calédonienne ne brillait pas à l'époque des événements – et jusqu'en 1989 – par sa pluralité et sa déontologie. Tout pluralisme y était interdit. En novembre 1984, un seul quotidien, *Les Nouvelles calédoniennes* (racheté par le groupe Hersant) et RFO – radio et télé – « *transmettent des informations identiques et défendent le seul point de vue dominant. Il y a là un monopole idéologique de granit qui, chaque jour, reproduit les mêmes idées, les mêmes illusions, les mêmes fantasmes* » (BESSET, 1988 : 87). Puis, au moment où les Kanak créent leur radio, Radio Djiido, qui, malgré les brouillages et les menaces, se fait entendre, les anti-indépendantistes du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) montent Radio rythme bleue – tout un programme rien que dans le titre ! Sur ces ondes anti-kanak, on entendait en 1988 des chansons locales du type :

> « *Poilu et bien bronzés / Avec de gros trous de nez / C'est bien normal / Quand on descend du chimpanzé*[2] */ Il faut les exterminer / Au lance-flammes ou au mortier / Ou à la grenade / Quelle rigolade / mais faut surtout pas les manquer* » (BESSET, 1988 : 88-89).

Toute tentative de création d'un quotidien indépendant et "objectif" est systématiquement contrée par le RPCR qui fait pression sur les annonceurs publicitaires. Ce fut le cas de celui qu'on appelait "le journal bleu" du fait de la couleur de son titre, face au rouge des *Nouvelles calédoniennes*. À côté, quelques journaux militants kanak qui ne sortent guère du milieu indépendantiste et une presse d'extrême-droite, genre *Minute*.

Dans ce panorama médiatique quasi exclusivement anti-indépendantiste et anti-kanak, les insultes envers les Kanak foisonnent. Comme ce sont, selon les journalistes qui y sévissent, « des êtres inférieurs », « des sauvages à peine sortis du cannibalisme », quand ce ne sont pas tout bonnement « des primates », ils ne sont donc pas capables de penser. Et, logiquement, leur révolte est suscitée par quelques ethnologues et quelques gauchistes, métropolitains s'entend ! Ce sont eux qui leur ont mis ces mauvaises idées dans la tête. « *Les singes dans les zoos et les knks en réserves…* » voit-on écrit entre autres sur les murs de Nouméa en 1984. Et dans la presse locale, Jean-Marie Tjibaou est traité de « primate » (*Les Nouvelles calédoniennes*, 22.11.1986) et dans bon nombre de dessins, il est représenté avec un corps de chimpanzé, sa tête caricaturée, en train de manger une banane.

---

[2] Quand Jean-Marie Tjibaou fut en juin 1982 élu à la tête du gouvernement territorial, un tract, massivement distribué à Nouméa pour dénoncer ce fait, avait pour titre : « *Voici la planète des singes* ».

Compte tenu de cette "mauvaise influence" des ethnologues, quand les émeutes des Caldoches sévissent dans Nouméa en janvier 1985, c'est tout naturellement que ceux qui se nomment "les loyalistes" mettent le feu à la maison de Jean Guiart, qui représente à leurs yeux le symbole de cette recherche ethnologique pro-kanak… et qui est même mariée avec une femme des îles Loyauté. Dans le même ordre d'idée, les menaces envers Jean-Marie Kohler, sociologue de l'ORSTOM se succédèrent jusqu'à son éviction du centre de Nouméa et son retour forcé en métropole. Il n'était pas bon en effet de faire son travail de chercheur avec honnêteté et de démonter le système colonial à l'œuvre en Nouvelle-Calédonie, ses effets négatifs en matière de développement, d'échec scolaire, etc.

Cette désinformation "sur fond de sauvage et de cannibalisme" a été reprise par une grande partie de la presse métropolitaine de droite. Ainsi en est-il du *Figaro* et de son tristement célèbre journaliste spécialisé sur le Nouvelle-Calédonie, Thierry Desjardins. Selon Gabriel et Kermel :

> « [il] *mérite la palme du genre lorsqu'il écrit : "la situation en Nouvelle-Calédonie est explosive. Le gouvernement français laisse actuellement sciemment 40 000 Blancs et 100 000 autres français à la merci d'une poignée de sauvages qui se préparent au massacre* (…) *C'est tout juste si les canaques ne font pas déjà chauffer la marmite." Poursuivant ce que l'on a du mal à appeler un "reportage" sur un barrage kanak, le journaliste du Figaro écrit : "On aurait cru un film d'horreur sur l'âge de pierre. Tous étaient armés jusqu'aux dents* (…) *Ces "rebelles" au regard méchant, aux yeux injectés de sang, peut-être un peu ivres d'alcool, s'approchaient. J'ai battu en retraite." (*Le Figaro *des 29 et 30 novembre 1984).* » (GABRIEL et KERMEL, 1985 : 212).

Et le *Quotidien de Paris* n'écrivait-il pas le 24 janvier 1985 :

> « *Tjibaou se prétend chef du gouvernement d'un État qui n'existe pas, mais il prétend s'imposer par la violence à la tête de bandes armées déjà coupables de meurtres, de viols, de pillages. Du temps de Clémenceau, six balles auraient suffi pour ce demi-prêtre.* » (Cité par GABRIEL et KERMEL, 1985 : 214).

Ici, les journaux de droite défendent le camp "loyaliste" en reprenant de façon grossière ses arguments teintés de racisme anti-kanak alors que la presse de gauche montre globalement plus d'objectivité et essaie de comprendre ce qui se passe, même si ce n'est pas toujours avec succès et si l'on enregistre quelques dérapages, surtout au moment où la crispation entre les deux camps en Nouvelle-Calédonie atteint un certain paroxysme. Ainsi, Éloi Machoro est-il présenté quasi unanimement comme un "guerrier sanguinaire" opposé à la "bonhomie" de Jean-Marie Tjibaou. De même, au moment de l'assaut de la gendarmerie d'Ouvéa et de la prise en otage des gendarmes dans les grottes en avril-mai 1988, les détails relatifs à une violence "ancestrale", "guerrière", "sauvage"… ne manquèrent pas dans les journaux de toutes sortes comme à la radio ou à la télé !

Dans ces cas-là, on prend l'ethnologie à contre-pied pour faire paraître comme actuelles des soi-disant pratiques passées qui en outre sont présentées de façon faussée et outrée. Les journalistes reprennent alors des descriptions rappelant les premiers ouvrages sur la Nouvelle-Calédonie, parus au siècle dernier, lesquels avaient tendance à présenter les Kanak comme des sauvages, barbares, au dernier rang de l'échelle humaine, que les missionnaires avaient du mal à sortir du paganisme et du cannibalisme…

Comme le dit A. Bensa, dans un article sur « colonialisme, racisme et ethnologie en Nouvelle-Calédonie » :

> « *Le retour du refoulé, à savoir l'expression politique des Kanak, engendre une répétition de l'histoire. Un siècle et demi après la prise de possession de l'archipel par la France, la violence raciste anti-kanak actuelle renoue avec les fantasmes conquérants et meurtriers des premières décennie de la colonisation. Discours et pratiques hostiles aux Mélanésiens refont surface, quasi identiques, "enrichis" toutefois des élucubrations pseudo-scientifiques qu'autorise l'éloignement relatif de la période des premiers contacts. On se plaît ainsi souvent à arguer que les Kanak ne sont pas les premiers occupants de l'archipel (B. Pons, Sénat, 1986).* […] *Il serait fastidieux et pénible d'établir la longue liste des insultes racistes proférées publiquement ou publiées très officiellement en Nouvelle-Calédonie, d'autant que pour ce territoire d'Outre-mer, la loi antiraciste de 1971 n'a jamais été ratifiée. L'idéologie coloniale en Nouvelle-Calédonie, profondément anti-kanak, n'est pas résiduelle ou marginale, mais au contraire dominante et active. Si rien de vient s'y opposer, elle se déploie dangereusement. En la faisant sienne, la récente politique calédonienne de la France (1986-1988) a mis en évidence la logique meurtrière du discours raciste.* » (BENSA, 1988 : 193)

Pour affirmer qu'il n'y a pas de peuple kanak, Pons joue la pseudo étude scientifique contre l'ethnologie et affirme au Sénat :

> « […] *j'ai moi-même fait faire une étude qui démontre que "peuplé tardivement – à partir de 4000 ans avant J.C. – l'archipel de la Nouvelle-Calédonie fut le creuset d'une rencontre génétique et culturelle entre divers apports déjà diversifiés – dits mélanésiens – et des groupes de navigateurs austronésiens – dénommés aussi malayo-polynésiens"* […] *Par là même, on ne peut opposer un "peuple autochtone homogène" et des "populations disparates allochtones" issues de la colonisation.* » (Extrait des débats au Sénat sur la loi Pons, *Kanaky* 5, oct. 1986, p. 19).

Ces arguments "scientifiques" lui permettent alors de conclure que :

> « *La notion "peuple kanak" est un sous-produit de la dialectique marxiste et de l'idéologie tiers-mondiste.* » (*idem*)

Le but est clair : nier les droits du peuple kanak en tant que seul peuple autochtone et premier occupant, espérant ainsi court-circuiter toute revendication à l'ONU. Ici encore, Pons et la droite affirment par là même la responsabilité de l'ethnologie dans ces revendications kanak d'autochtone et de premier occupant. Ainsi, chaque camp aura ses arguments basés sur des études scientifiques — et ses scientifiques de service.

Que dire du fait que, généralement, les ethnologues se retrouvent au côté des Kanak alors que, proche du camp loyaliste se retrouvent plutôt des géographes et quelques historiens[3] ? Pourquoi une telle spécialisation des disciplines ? Sans doute parce que, pendant longtemps, l'histoire et la géographie étaient plus attachées que l'ethnologie à défendre le bien-fondé de la mission civilisatrice de la France. Pour cela, elles prenaient le point de vue du colonisateur alors que l'ethnologie, de par sa spécificité et son travail de terrain auprès des populations, étaient plus à même de comprendre la confrontation entre les Kanak et le monde "blanc". Ainsi, l'ethnologue peut, par ses publications, témoigner sur les conditions de vie des Kanak, marginalisés dans leur pays par plus d'un siècle de colonisation.

Comme le note aussi Bensa :

> « *La situation coloniale et raciste infligée aux Kanak, depuis cent trente-cinq ans, par la domination française n'a cessé de travailler l'ethnologie néo-calédonienne dans sa théorie et sa pratique. Au sein d'un univers politique qui nie l'existence de autochtones comme peuple et comme culture, la moindre attention à leur civilisation et à leurs problèmes est jugée subversive et éventuellement réprimée. Le contexte colonial confère au travail de l'ethnologue une portée doublement militante* […] *l'argument ethnologique contre l'idéologie colonialiste s'avère extrêmement faible. Pourquoi ? Le discours anthropologique est aussi discrédité que les sociétés auxquelles il s'applique.* » (BENSA, *idem* : 195)

Cette présentation négative des Kanak[4] dans les médias en frappa plus d'un. Ainsi en est-il de Jacqueline Dahlem, enseignante au CTRDP de Touho à partir de mars 1989 :

> « *Je n'avais aucun lien avec ce pays du bout du monde. Et je dois dire que si j'en connaissais le nom, j'en ignorais les réalités. Jusqu'à ces jours de 1984 – à l'époque dite "des événements" – où j'ai découvert par les médias l'existence de Caldoches et de Kanak. J'ai su que là-bas la décolonisation n'était pas accomplie. J'ai vu les images télévisuelles des Kanak au moment où ils construisaient des barrages sur les routes du pays, où ils se*

---

[3] Essentiellement ceux de la Société d'études historiques de Nouvelle-Calédonie (SEHNC).

[4] Un autre exemple parmi tant d'autres possibles : « *Hélas, le manque de logique ne s'arrête pas là : les trois leaders de régions sont allés réclamer des sous. L'argent, tout le monde sait ça depuis l'empereur Vespasien, n'a pas d'odeur. Mais celui qui le donne peut en avoir une. Or, Jean-Marie a le nez sensible, il déteste "l'odeur du Blanc" et pourtant le v'là en métropole au milieu d'une marée d'odeur pestilentielles dégagées par toute une population. Maso, non ? Mais peut-être est-il plus héroïque de gagner son argent à la sueur de ses narines qu'à celle de son front, après tout.* » (Extrait du billet de l'affreux Jojo, *Les Nouvelles calédoniennes*, 06/06/1986, p. 28)

révoltaient, organisaient une résistance, un contre-pouvoir en face de ce pouvoir colonial, soutien des intérêts des Blancs, usurpateurs de leurs terres, propriétaires des richesses minières du sous-sol. » (DAHLEM, 1996 : 15)

Elle poursuit en citant Beat Münch (1992, p. 107) :

« *Loin d'être l'image directe de la réalité, les actualités télévisées s'inscrivent dans une perception conditionnée à la fois par des expériences subjectives et les mécanismes professionnels dont elles constituent une construction au second degré (et dont le spectateur construit une vision au troisième degré).* »

Ce qui lui fait dire :

« *J'ai vu noir, sauvage primitif.* […] *Les images télévisuelles des Kanak au moment des événements de 1984 puis de 1988 réactivaient davantage ces archétypes caricaturaux de "primitifs" grimaçants et cannibales plutôt que la subtile complexité de la Pensée sauvage des Mythologiques, ou celle non moins subtile de l'organisation sociale et politique des Chemins de l'alliance.* » (DAHLEM, 1996 : 17)

Dans un tel contexte, certains ethnologues, dont Claude Lévi-Strauss, éminent représentant de l'ethnologie française, ne semblent pas concernés. Ainsi, quand un journaliste interroge Lévi-Strauss sur ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie, il répond qu'il n'est pas compétent. Et quand on lui demande son avis sur Israël, il dit qu'il n'a pas le regard suffisamment éloigné ! Comme le souligne Georges Guille-Escuret :

« *Les propos de Lévi-Strauss sont en effet désastreux pour l'anthropologie : ce penseur a assez réfléchi sur l'organisation d'ensemble nécessaire à la discipline pour que cette double dérobade souligne un échec. Se désister face à la crise en Nouvelle-Calédonie, conflit inter-ethnique dominé par un rapport colonial, signifie qu'un ethnologue ne dispose pas d'une problématique utile devant cette catégorie de tensions.* […] » (GUILLE-ESCURET, 1996 : 75)

Ne peut-on pas voir aussi dans ce genre de "dérobade" une forme de lâcheté et un parti pris politique ? Qu'elle n'avait pas été ma colère à l'époque quand je l'avais entendu ainsi se défausser !

MA PRATIQUE ETHNOLOGIQUE EN MILIEU KANAK

J'ai commencé à travailler sur la Nouvelle-Calédonie en 1983, suite un double contrat CORDET (Medetom) et Mission du patrimoine ethnologique (ministère de la Culture), sur les clans pêcheurs kanak du Sud de la Nouvelle-Calédonie. Terminant parallèlement une thèse sur l'évolution de la pêche dans une petite île bretonne (Molène), c'était donc ma première expérience professionnelle dite "exotique", mais en tant que "hors-statut". C'était aussi la première fois que je me retrouvais confrontée à une situation coloniale. Et je me souviendrai

toujours de mes impressions lors de mon arrivée pour la première fois à Nouméa le 13 juillet 1983.

Se trouver dans cette ville très coloniale à la veille de la fête nationale avait quelque chose d'anachronique et de très déprimant. D'un côté, les officiels français et anciens combattants célébrant drapeau bleu blanc rouge en tête le monument aux morts des guerres européennes passées, comme dans n'importe quelle bourgade de la campagne française, sauf que cela se passait à 20 000 km de là, dans une ville qui ne peut pas masquer son allure coloniale ; de l'autre, quelques poignées de militants kanak manifestant pour réclamer l'indépendance. Et comment ne pas être frappée par la ségrégation présente à tous les niveaux dans cette ville blanche en pays kanak ? Tout cela n'a pas été neutre dans l'investissement que j'ai eu d'ailleurs par la suite dans les mouvements anticolonialistes.

L'ethnologue débutante que j'étais encore à l'époque des événements de novembre 1984 se retrouve sollicitée de toute part, comme d'autres de ses collègues travaillant sur la Nouvelle-Calédonie. Mais, mon absence de statut fait que je n'intéresse directement que très peu les médias officiels. Investie dans le soutien aux Kanak sur une base anticolonialiste et militant par ailleurs avec des camarades "gauchistes" et "anar", je fus surtout amenée à intervenir dans des médias militants (radios et journaux). Étant plus ou moins libre de mon temps, je fus sollicitée par un camarade kanak pour servir de secrétaire à Jean-Marie Tjibaou lors de ses passages à Paris à partir de janvier 1985. À ce titre, mes contacts avec les médias furent fréquents et nombre de journalistes avaient mes coordonnées dans leur calepin en tant que "contact avec le FLNKS". Et c'est surtout pour cette raison que je dois ma première expérience malheureuse avec la presse.

QUELQUES DÉMÊLÉS AVEC LA PRESSE (1989 / 1999)

J'ai eu de nombreux contacts avec des journalistes qui sollicitaient les chercheurs pour avoir des informations, des contacts avec des Kanak… qui pour faire un film, qui pour un reportage photos, qui encore pour un livre ou une série d'émissions radio. Tout cela donne lieu à de nombreuses rencontres, discussions, prêts de documentation… et puis, une fois que les journalistes en question ont obtenu ce qu'ils cherchaient, généralement, on n'a plus de nouvelles et on découvre quelques temps après le fruit, souvent décevant, de leur travail. Et bien sûr, aucune allusion aux rencontres avec l'ethnologue. C'est aussi bien quand on voit le résultat : mieux vaut ne pas y être mêlée ! Ici se trouve posé un des problèmes rencontrés dans les relations que tout ethnologue peut avoir avec la presse : le risque d'apparaître lié à une entreprise de désinformation ou de mauvaise information, de perdre, aux yeux de ses informateurs, une partie de leur confiance, et d'avoir le sentiment de les avoir trahis. L'ethnologue ne peut en aucun cas maîtriser le résultat des enquêtes et reportages journalistiques car la collaboration entre ethnologie et médias est toujours déséquilibrée.

Mais, en dehors de ces péripéties, j'ai eu à deux reprises maille à partir directement avec la presse : une première fois en mai 1989 avec France Inter et une deuxième fois, en avril 1999, avec *Les Nouvelles hebdo*, le supplément hebdomadaire aux *Nouvelles calédoniennes*.

Le 4 mai 1989, Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné sont tués à Ouvéa lors des cérémonies de levée de deuil des dix-neuf Kanak assassinés un an plus tôt par l'armée française lors de l'assaut de la grotte d'Ouvéa, resté tristement célèbre pour ses dix-neuf meurtres électoraux, juste avant le second tour des élections présidentielles. J'apprends avec une grande tristesse cette nouvelle en écoutant la radio le matin. Puis le téléphone sonne chez moi. C'est un journaliste de France Inter qui cherche à joindre, dit-il, des responsables kanak en France pour avoir des réactions. Et il engage une discussion alors que je suis encore sous le choc de la nouvelle, me pose diverses questions auxquelles je réponds sans trop faire attention, ayant la tête embuée par la tristesse et la colère. Et après lui avoir donné quelques pistes pour joindre certains Kanak en France, il raccroche. Quelle n'est pas ma surprise ensuite quand des amis me téléphonent pour me dire qu'ils m'ont entendue sur France Inter. Je comprends alors que ce journaliste peu scrupuleux m'a enregistrée sans prévenir et qu'il a extrait de notre "bavardage" quelques phrases[5] qu'il passe sur les ondes à plusieurs reprises en me présentant en outre comme "porte-parole" du FLNKS[6] !

Une autre expérience malheureuse a eu lieu lors de ma dernière mission en Nouvelle-Calédonie l'an dernier. Le hasard de l'actualité a voulu que je me trouve sur le terrain, à Ponérihouen, au moment des discussions préliminaires à la signature de l'accord de Nouméa. Une convention du FLNKS se tenait à Poindimié, village voisin, à laquelle je me suis rendue pour accompagner le vieux "papa" chez qui j'habite à Ponérihouen ; j'en ai profité pour présenter en même temps un message de la solidarité en France. Quelques jours après, je lis dans le supplément hebdomadaire aux *Nouvelles calédoniennes* sous le titre de « Ethno-colonialisme » :

> « *Très présents dans l'entourage des indépendantistes, les ethnologues et anthropologues en tout genre qui, depuis des décennies, viennent observer à la loupe les mœurs des Kanak sans que l'on sache vraiment si leurs préoccupations sont politiques ou anthropologiques. Il y en avait une lors du dernier congrès du FLNKS, à Tyé* (…) ».

Et le journaliste présente le soi-disant avis de certains leaders indépendantistes qui « vont même jusqu'à qualifier de "colonialiste", l'attitude de ces "observateurs scientifiques". » (*Les Nouvelles hebdo*, n° 530, semaine du 30 avril au 06 mai 1998, p. 5).

---

[5] La teneur des phrases ainsi extraites et passées sur les ondes de France Inter n'ont guère d'importance quant à mon propos d'aujourd'hui. Le seul fait notable est que ce journaliste m'a enregistrée et diffusée à mon insu et de façon tronquée.

[6] Je ne parlerai pas non plus des réactions diverses et variées, souvent négatives, que cette diffusion et cette présentation ont suscitées à mon égard de la part de certains.

Accords de Matignon et accord de Nouméa obligent, la presse calédonienne de droite ne se permet plus d'attaquer ouvertement les Kanak et leurs revendication d'indépendance. Mais ils ne se privent pas de régler des comptes avec d'autres, et surtout de semer la zizanie… Je dois dire que pendant longtemps, j'ai très mal pris cet entrefilet, car étant la seule ethnologue présente, je n'avais pas de doute sur la personne visée. Et les gens avec qui je travaille sur le terrain depuis de nombreuses années ne pouvaient pas en avoir non plus. Mais, sans doute plus gênés que moi par cette "affaire", personne sur le terrain ne m'en parla ou ne fit sentir qu'ils pouvaient être en accord avec ce jugement. Bien au contraire. Ceux qui m'étaient les plus proches semblaient plutôt choqués par les affirmations de cet article.

Cela ne veut pas dire qu'aucun militant kanak ne pourra avoir des jugements négatifs à l'encontre de tel ou tel ethnologue, soit à propos des résultats de son travail, soit à propos de sa prise de position dans la presse. Ainsi en est-il à propos de plusieurs articles sur Ouvéa de la part de certains collègues ou d'un article signé d'A. Bensa intitulé « L'image brouillée de la cause indépendantiste » paru en février 1996 dans le *Monde diplomatique*. Étant sur le terrain au moment de la parution de cet article, j'eus droit à de nombreux commentaires. Quoi que l'on puisse penser de cet article – et je n'en discuterai pas ici –, il est certain que cartains Kanak n'acceptent pas toujours facilement ce que l'on peut écrire sur eux, surtout quand il s'agit de prise de position politique sur la situation actuelle. Je suis bien placée pour le savoir, ayant même essuyé certains refus d'entretien lorsque j'étais en train de préparer mon ouvrage sur le développement en Nouvelle-Calédonie (LEBLIC, 1993), suite à mes prises de position envers les accords de Matignon.

Ceci nous amène au problème de la relation inégale qui existe entre le chercheur et la communauté étudiée ainsi qu'à celui du fameux "retour" aux enquêtés. Mais c'est aussi un autre sujet que je ne peux développer ici.

Pour conclure, j'insisterai simplement sur le fait que la neutralité du travail scientifique est plus que jamais un leurre lorsque l'on est ethnologue, surtout quand de plus on travaille dans une situation coloniale et que l'on est nationaux de l'état colonisateur. Bien que les relations avec les médias soient souvent difficiles, déséquilibrées et qu'elles se retournent facilement contre l'ethnologue, cela ne doit pas remettre en cause toutes velléités de se mettre « en posture de défenseurs » des sociétés que l'on étudie « et de leurs aspirations », de faire connaître quand cela est nécessaire les injustices qui les frappent, « même si de telles aspirations heurtent des intérêts donnés pour nationaux et sont objets de scandale » (LEIRIS, 1972, p. 87). Ces problèmes nous renvoient également aux difficultés de gestion du terrain par tout ethnologue, comme à la façon dont ses travaux peuvent être repris à bon ou mauvais escient. Cela doit rester à l'esprit de quiconque travaille dans un contexte de crise politique et pèse fortement sur ce que l'on peut ou ne peut pas écrire et divulguer.

BIBLIOGRAPHIE

BENSA Alban, « Colonialisme, racisme et ethnologie en Nouvelle-Calédonie », *Ethnologie française*, XVIII, 1988, 2 : 188-197.

BESSET Jean-Paul, *Le dossier calédonien. Les enjeux de l'après-référendum*, Cahiers libres, Éditions La Découverte, 1988, 174 p.

DAHLEM Jacqueline, *Nouvelle-Calédonie, pays kanak. Un récit, deux histoires*. Paris, L'Harmattan, 1996, 191 p.

GUILLE-ESCURET Georges, *L'anthropologie à quoi bon ? Chercheurs, techniciens, intellectuels et militants*, Paris, L'Harmattan, 1996, 318 p.

LEBLIC Isabelle, *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, PUG (& ADCK), 1993, 412 p.

LEIRIS Michel, *Cinq études d'ethnologie*, Denoël/Gonthier, bibliothèque Médiations, 1972 (1ère édition 1951), 153 p., notamment § II. « L'ethnographie devant le colonialisme » : 83-112 (reprise du texte « L'ethnographe devant le colonialisme », *Les temps modernes*, 6° année, n° 58, août 1950 : 357-374).

MÜNCH Beat, *Les constructions référentielles dans les actualité télévisées*, Berne, Peter Lang, 1992